



SNUipp-FSU 67
10, rue de Lausanne
67000 STRASBOURG

Tél : 03 90 22 13 15
Mail : snu67@snuipp.fr
Site internet : <http://67.snuipp.fr/>
Page facebook : www.facebook.com/basrhin.snuippfsu
page twitter : <http://twitter.com/snuipp67>



Déclaration liminaire au CTSD du 30 mai 2017

Monsieur l'Inspecteur d'Académie-DASEN,

Les 5,5 propositions d'ouvertures ou de réouvertures que vos services nous ont fait parvenir vont permettre aux écoles concernées d'envisager la rentrée sous de meilleurs auspices.

Cependant, la **pénurie endémique de moyens humains perdue**.

A l'issue de ce CTSD, beaucoup d'écoles devront préparer la rentrée pour des **classes toujours aussi surchargées**. Ce n'est pas l'annonce médiatisée du dédoublement des classes de CP et de CE1 en éducation prioritaire qui nous rassure. Sans moyens dédiés, ces dédoublements se feront encore au détriment d'autres groupes d'élèves.

Le SNUipp-FSU ne peut se satisfaire d'un budget notoirement insuffisant quand année après année des élèves, bien trop nombreux, ne peuvent recevoir l'aide à laquelle ils devraient pouvoir prétendre. Quant à nos collègues, ils font face avec les moyens du bord, et s'épuisent à tenter d'exercer leur métier en palliant, autant que faire se peut, les carences d'une politique éducative à courte vue et sans ambition.

Lors de chaque CTSD, le SNUipp-FSU 67 pointe du doigt les aberrations de la politique académique en matière d'enseignement bilingue. Nous ne dérogerons donc pas aujourd'hui. Nous dénonçons encore et toujours un système sans moyens qui produit plus de difficulté scolaire voire plus d'échec qu'il n'offre de perspective. Lorsqu'un tiers seulement d'une cohorte d'élèves poursuit dans la voie bilingue au collège, il est indispensable d'évaluer sérieusement le dispositif afin de corriger tout ce qui dysfonctionne.

Une autre pierre d'achoppement pour le SNUipp-FSU est celle des fusions d'écoles. Le document de travail liste 8 nouvelles fusions qui, de fait, réduisent l'offre de service public dans les zones rurales ou construisent des établissements surdimensionnés dans les zones urbaines. Ces écoles primaires qui ont parfois la taille de petits collèges accumulent les difficultés pour les directrices et directeurs qui se retrouvent bien seuls face à une charge de travail insurmontable. Pour le SNUipp-FSU, les fusions vont totalement à l'encontre d'un meilleur service d'éducation.

La question des RASED nous préoccupe également au plus haut point. Combien de postes ne seront pas pourvus à la rentrée prochaine et qu'en adviendra-t-il ? Pour le SNUipp-FSU il ne peut être question qu'ils disparaissent au profit d'autres dispositifs.

La question des rythmes enfin est reposée par le nouveau gouvernement. Le SNUipp-FSU 67 a lancé une enquête auprès de la profession dans le département. En une seule journée, plus de 700 collègues ont répondu et leur position est sans appel : 80 % d'entre eux veulent changer de rythmes dès la rentrée s'ils en ont la possibilité. Et l'immense majorité se prononce pour un retour à la semaine de 4 jours. Faire semblant d'y voir une demande d'adultes réclamant un confort de vie serait le summum du mépris de toute une profession engagée au quotidien pour la réussite des élèves. Si cette réforme avait porté des fruits en termes de progrès, aucun enseignant aujourd'hui n'en réclamerait la mise à plat.

Bien à rebours de l'affichage, elle a déstabilisé les écoles, les maternelles en particulier. Elle a diminué le temps d'apprentissage des après-midis conduisant en élémentaire à un déséquilibre des disciplines néfaste à toutes les activités permettant de construire du lien et du vivre ensemble. Un comble dans la période que nous traversons, marquée par l'état d'urgence de nouveau reconduit. Elle a accru la fatigue des élèves qui dès le jeudi ne sont plus réceptifs et le lundi peinent à remobiliser leur attention. Elle a en outre considérablement dégradé les conditions de travail et de vie des enseignants. Les équipes sont de plus en plus sous tension et la multiplication des conflits dans les écoles est un signal d'alerte à prendre en compte.

Dans l'intérêt des élèves et de leurs maîtres et maîtresses, le sujet mérite d'être traité avec le plus grand sérieux et dans la concertation avec les personnels. L'École de la République ne doit pas être livrée au bon vouloir des municipalités. Un cadrage national s'impose.

L'école française accentue les inégalités sociales en les transformant inexorablement en inégalités scolaires. Le SNUipp-FSU ne s'y résout pas et milite pour un système scolaire qui ne laisse personne sur le bord du savoir mais bien au contraire permette à toutes et tous de devenir des citoyens éclairés. Cela passe impérativement par des moyens suffisants, notamment pour réduire les effectifs dans toutes les classes de France.